

Sanction administrative du 13 novembre 2025 pour non-respect de certaines obligations de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs

Luxembourg, le 13 novembre 2025

Décision administrative

En date du 13 novembre 2025, la CSSF a prononcé une amende administrative d'un montant de 6.375 (six mille trois cent soixantequinze) euros à l'encontre de la société [SMG Hospitality SE](#) en tant qu'émetteur de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (« Loi Transparence »).

Cadre juridique/motivation

L'amende administrative a été prononcée par la CSSF, en tant qu'autorité compétente pour veiller à l'application des dispositions de la Loi Transparence, en application de l'article 25(2) de la Loi Transparence.

La société SMG Hospitality SE n'a pas publié dans le délai légal imposé par l'article 11(6) de la Loi Transparence deux notifications de participations importantes.

Afin de déterminer le type et le niveau de cette sanction, la CSSF a dûment tenu compte de toutes les circonstances pertinentes définies dans l'article 26bis de la Loi Transparence.

Bases légales de la publication

La présente publication est faite en application des dispositions prévues par l'article 26ter(1) de la Loi Transparence et en particulier, en tenant compte des circonstances pertinentes prévues audit article.

Contexte et cas importants de non-respect des obligations

Cette amende a été prononcée dans le contexte des activités de surveillance effectuées par la CSSF en relation avec la Loi Transparence, notamment en termes de contrôles de la publication d'informations continues par les émetteurs dans les délais impartis par ladite loi.

Il a été constaté que l'obligation de publication des notifications de participations importantes, telle que prévue par la Loi Transparence, n'a pas été entièrement respectée dans deux cas.

Recours

Un recours contre l'amende administrative peut être introduit par l'émetteur auprès du Tribunal administratif conformément à l'article 27 de la Loi Transparence ; et ce dans un délai de trois mois.